ÇA NE TIENT PLUS !

LES ASSOCIATIONS SE MOBILISENT LE 11 OCTOBRE

08 OCTOBRE 2025

DOSSIER DE PRESSE

Analyse des conséquences de la situation financière aggravée des associations des Hauts-de-France

Le Mouvement Associatif
\ Hauts-de-France

SOMMAIRE

Edito du President — P.3

Quelques chiffres sur la situations des associations — P.4

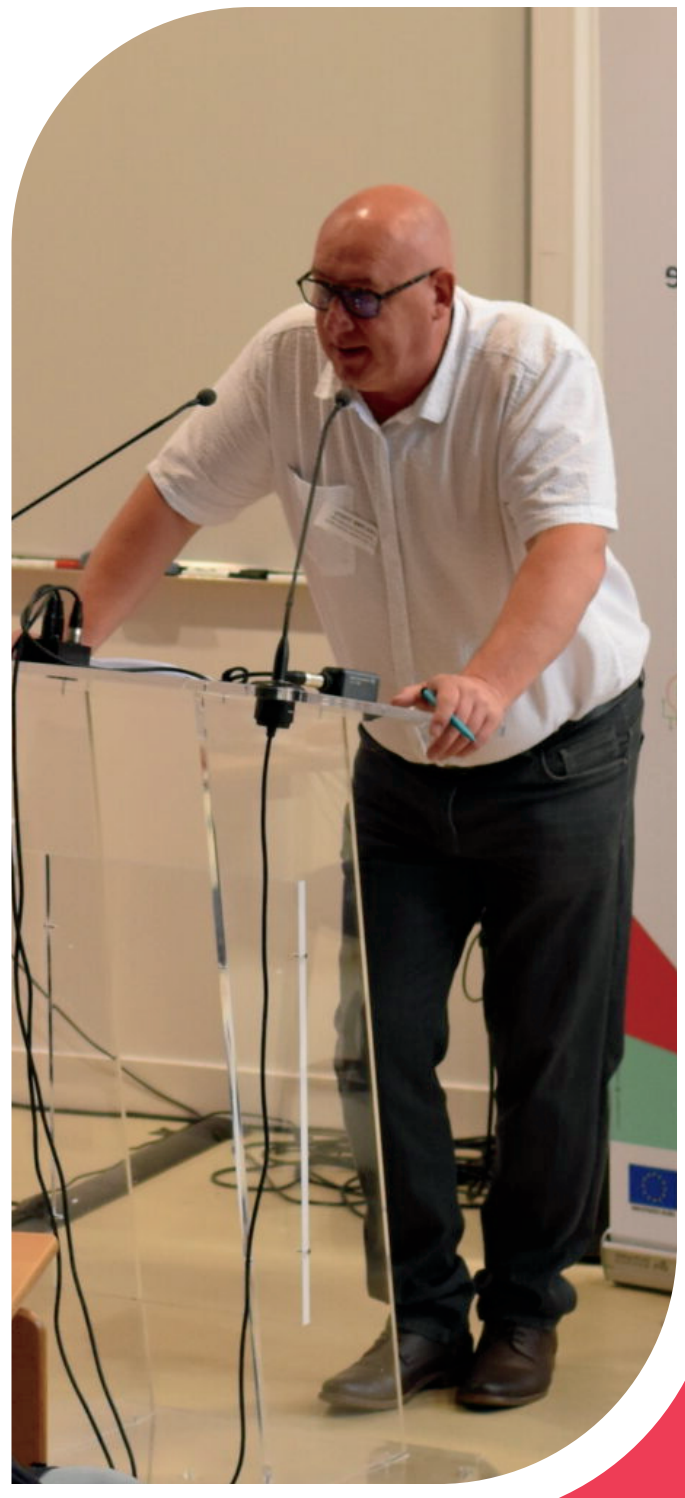
Chiffres de l'enquête - mars 2025 — P.5

Présentation des associations qui témoignent — P.7

Nos demandes — P.8

La mobilisation — P.10

ÉDITO DU PRÉSIDENT



Le monde associatif traverse une crise sans précédent.
Pour la première fois de son histoire, **Le Mouvement associatif appelle l'ensemble des associations du pays à se mobiliser, à se rendre visibles et à faire entendre leur voix.**

Cet appel n'est pas un geste symbolique. **C'est un cri d'alerte.** Depuis des mois, nous interpellons les pouvoirs publics sur la situation économique dramatique que vivent les associations. Les résultats de l'enquête nationale de mai 2025 sont sans appel : **nos structures sont à bout de souffle.**
Dans les Hauts-de-France, les témoignages recueillis lors de notre précédente conférence de presse disaient déjà tout : *« ça ne tient plus ! »*

Un risque d'effondrement du tissu associatif

Aujourd'hui, **les menaces de nouvelles coupes budgétaires et les retards de paiement** font craindre un véritable effondrement du tissu associatif local et régional. Pourtant, chacun le sait : **les associations remplissent des missions d'intérêt général essentielles** pour la société. Dans les Hauts-de-France, elles incarnent la solidarité au quotidien : crèches, centres de loisirs, clubs sportifs, établissements pour personnes âgées, centres sociaux, structures d'accompagnement, de formation et de soutien… Elles représentent des lieux où l'on se retrouve, où l'on pratique des activités, où l'on échange, se parle, se fait aider.

Des solidarités menacées
Faire du monde associatif une variable d'ajustement des politiques budgétaires, c'est **fragiliser les solidarités, affaiblir la cohésion sociale et prendre le risque de voir disparaître des services essentiels à la population.** C'est aussi mettre en péril ces espaces de vie collective qui sont **le cœur battant de la démocratie de proximité.**

Un appel à la mobilisation
C'est pourquoi Le Mouvement associatif Hauts-de-France et ses adhérents appellent à un large rassemblement.
Rendez-vous à 14h, Porte de Paris, pour une **déambulation jusqu'à la Place de la République.**

Un mot d'ordre : « Ça ne tient plus ! »
Une exigence : « Pas un euro de moins pour les associations ! »

Thierry COULOMB
Président du
Mouvement Associatif
Hauts-de-France

#CANETIENTPLUS

QUELQUES CHIFFRES SUR LA SITUATION DES ASSOCIATIONS

Le second volet de l'enquête sur la santé financière des associations menée en septembre par l'**ORVA Hauts-de-France** à la demande du **Mouvement associatif** et le **RNMA**, en partenariat avec **Hexopée**, et en lien avec la fédération des **Centres sociaux et France active** auprès de 4 362 répondants dans toute la France confirme les craintes :

Plus d'un financement public sur deux est en baisse voire en très forte baisse avec un impact sur les activités pour 67% des associations.

Un tiers des associations employeuses a toujours **moins de 3 mois de trésorerie et 6% d'entre elles n'ont plus aucune réserve,** ce qui signifie qu'elles peuvent être amenées à cesser leurs activités et à licencier.

Selon les dernières estimations, ce sont plus de **16 000 emplois qui pourraient être menacés dans les Hauts-de-France** (estimation qui sera valable également en 2026 suite aux annonces sur le prochain projet de loi de finances).

(Source : Enquête de l'UDES - Union des employeurs de l'économie social et solidaire)

LES 1ERS IMPACTS DANS LE SECTEUR DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'INSERTION

1/2

des associations du secteur de la solidarité a une situation financière dégradée

1/4

des associations est menacée de disparition

(Source: enquête nationale de la FAS menée en 2025)

Plus de **600 parcours d'insertion supprimés**, soit environ **2 800 personnes concernées**, dont **35% d'allocataires RSA** ; **2 500 actions de formation en moins** ;

Source : IRIAE (Inter Réseaux de l'Insertion par l'Activité Economique en HDF)

SECTEUR JEUNESSE EDUCATION POPULAIRE

65%

des associations du secteur déclarent être dans une situation d'instabilité financière

(Source : enquête flash du CRAJEP HDF auprès de ces adhérents, 2025)

OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE LA VIE ASSOCIATIVE
HAUTS-DE-FRANCE

Le Mouvement Associatif · Réseau national maisons associations · HEXOPÉE Créateurs de citoyenneté

2025

SANTÉ FINANCIÈRE DES ASSOS

→ RÉSULTATS RÉGIONAUX HAUTS-DE-FRANCE - MARS 2025

Réalisée du 19 février au 12 mars 2025, cette enquête nationale a recueilli 5 557 réponses exploitables (dont 527 en Hauts-de-France) sur la situation financière des associations. L'objectif pour les partenaires : renforcer le plaidoyer, détecter les fragilités et orienter les structures en difficulté. Après nettoyage des données (doublons, RGPD, questionnaires incomplets), l'échantillon a été fiabilisé malgré quelques précautions à conserver.

UNE TRÉSORERIE À RUDE ÉPREUVE

1/3

des associations employeuses ont moins de trois mois de trésorerie

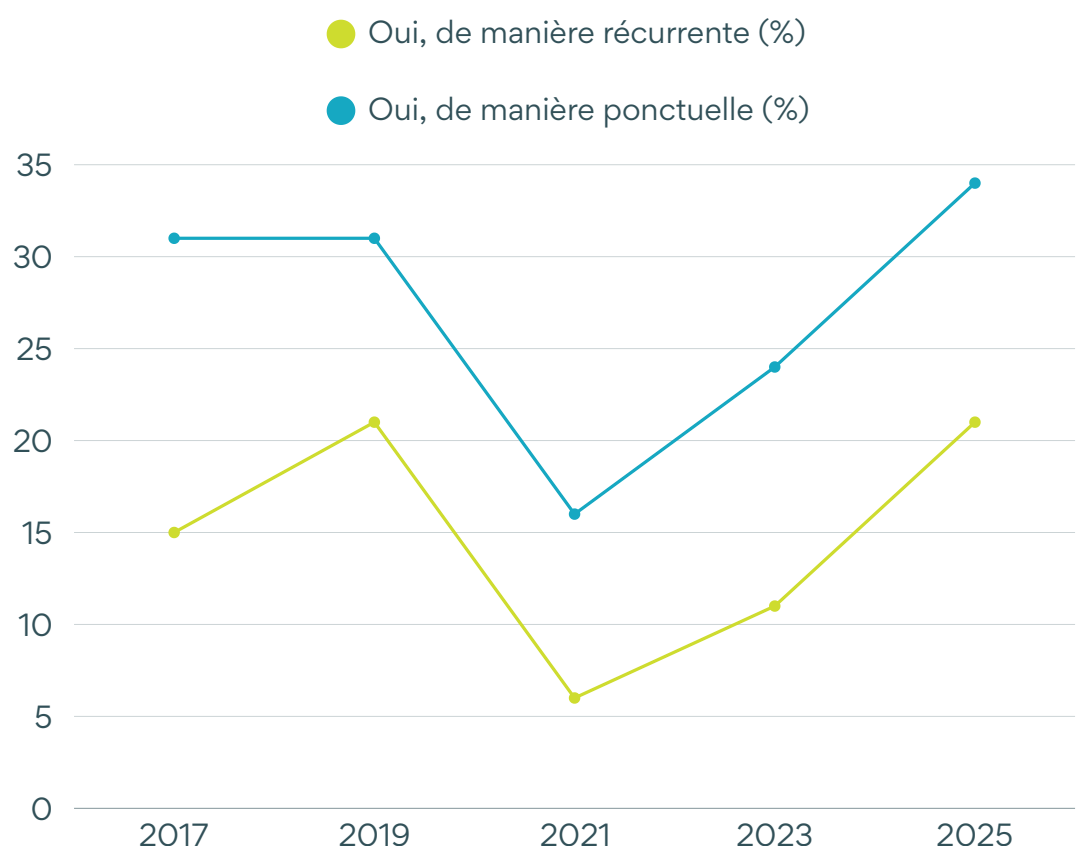
66%

des associations employeuses HdF déclarent que le montant de leurs fonds propres en mars 2025 est fragile ou nul

contre 69% au plan national

Rencontrez-vous des problèmes de trésorerie ?

ASSOCIATIONS EMPLOYEUSES



DES FINANCEMENTS INCERTAINS OU EN BAISSE

1/2

des renouvellements de financements n'ont pas encore abouti

44%

des financements attribuées sont en baisse (dont 23% en forte baisse)

OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE LA VIE ASSOCIATIVE
HAUTS-DE-FRANCE

Le Mouvement Associatif · Réseau national maisons associations · HEXOPÉE Créateurs de citoyenneté

2025

DES CONSÉQUENCES DÉLÉTÈRES SUR LES ACTIVITÉS

32%

des associations déclarent diminuer leurs activités

19%

des associations augmentent la participation financière de leurs usagers

UN RÉEL IMPACT SUR L'EMPLOI ASSOCIATIF

7%

mettent en place un plan de sauvegarde de l'emploi ou procèdent à des licenciements économiques

16%

annulent ou retardent leurs recrutements

16%

ne remplacent pas les départs de salarié·e·s

5%

ne remplacent pas les départs temporaires

Seul un quart des associations excluent, pour l'instant, toute réduction de leur masse salariale.

POUR CONCLURE

Malgré leur capacité d'adaptation, les associations des Hauts-de-France atteignent les limites de leur résilience face aux crises successives. Si les relations solides avec les financeurs dans notre région atténuent en partie les conséquences d'une situation incertaine, le constat reste particuliérement alarmant.

Sans perspectives budgétaires claires pour 2025-2026, les ajustements internes des associations pèsent sur les projets, activités et services rendus à la population, notamment dans les secteurs culturel, social et éducatif. Des impacts importants sont également à redouter sur l'emploi associatif (10% de l'emploi dans notre région).

ACCÉDER AUX CHIFFRES COMPLETS

www.bit.ly/enqueteHDF2025

PRÉSENTATION DES GRANDS TÉMOINS DE CE 08 NOVEMBRE

MAISON DES ASSOCIATIONS DE TOURCOING

Analyse des impacts sur les bénévoles des petites associations

La Maison des Associations de Tourcoing, membre du Réseau National des Maisons des Associations (RNMA), **accompagne plus de 1 500 associations locales, dont 400 adhérentes**, issues de tous les secteurs : culture, sport, solidarité, éducation, environnement… Véritable pilier de la vie associative tourquennoise, elle agit chaque jour aux côtés des bénévoles, qui sont la colonne vertébrale de ces structures.

Grâce à cet ancrage de terrain, la MdA observe au quotidien l**a fragilisation du monde associatif, particulièrement dans les territoires populaires.**

La MdA constate une accumulation de freins qui fragilisent les petites associations : **des démarches administratives toujours plus lourdes**, un manque de locaux, un **essoufflement du bénévolat,** et des inquiétudes autour du **Contrat d'Engagement Républicain** perçu comme une atteinte potentielle aux libertés associatives.

Le bénévolat de gouvernance, pilier du monde associatif, est particulièrement en tension.

UNIOPSS/URIOPSS

Union nationale/régionale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux

Créée en 1947, le réseau Uniopss/Uriopss (Union nationale/régionale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux) **rassemble les acteurs associatifs des secteurs sanitaire, social et médico-social.**

L'Uriopss porte ainsi auprès des pouvoirs publics la voix collective de l'ensemble de ces associations, engagées auprès des personnes vulnérables, pour développer les solidarités. Présente et engagée sur tout le territoire régional au travers d'un réseau d'adhérents et de partenariats avec d'autres fédérations d'associations, l'Uriopss Hauts-de-France regroupe près de **1400 établissements et services représentant plus de 400 associations.**

IRIAE

Inter-Réseaux de l'Insertion par l'Activité Économique en Hauts-de-France

L'IRIAE Hauts-de-France **fédère les 8 réseaux régionaux de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE)**, un dispositif public qui permet à des personnes éloignées de l'emploi de travailler, se former et retrouver une place durable dans la société.

En région, près de **480 structures (SIAE) accompagnent chaque année 35 à 40 000 personnes**, pour un financement de l'État de plus de 205 millions d'euros.
En 2025, la baisse de 5 % de cette enveloppe a eu des conséquences directes : plus de 600 parcours d'insertion supprimés, 2 500 formations en moins, et des emplois menacés au sein des équipes d'encadrement.

Ce sont donc les valeurs sociales et économiques de l'IAE – portées en grande partie par le secteur associatif – qui se trouvent fragilisées.

PRÉSENTATION DES GRANDS TÉMOINS DE CE 08 NOVEMBRE

AROFESEP

Association Régionale des Organismes de Formation de l'Economie Sociale et de l'Education Permanente

Des besoins identifiés de formation, en proximité sur le territoire. (Note du C2RRP sur l'illettrisme) En HDF, 47 % des 18-64 ans sont considérés comme peu ou pas diplômés. 15 % sont en situation d'illectronisme.

Au titre de l'éducation permanente, les organismes développent des actions de participation des habitants en faveur du développement local, des initiatives relevant de l'ESS et donc pour la non marchandisation de la formation.
L'AROFESEP prône les pratiques d'éducation permanente par sa participation aux recherches, études, initiatives et expression organisées en Hauts-de-France.

Elle anime son réseau d'adhérents en privilégiant la qualité de l'action et en favorisant un vivre ensemble de qualité, de l'échelon local jusqu'à une dynamique régionale.

À ce titre, l'AROFESEP est membre de la CRESS, du Mouvement Associatif et participe activement au Synofdes, la Fédération Nationale des Unions Régionales des Organismes de Formation (Fédé UROF) où elle participe à la reconnaissance du secteur au service de l'intérêt général.

CRAJEP HAUTS-DE-FRANCE

Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire des Hauts de France

Le Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire des Hauts de France a l'ambition et le projet de contribuer à la formation de tous par l'accès à la connaissance et par une éducation citoyenne et politique, pour une meilleure capacité d'agir. Son réseau est composé de **35 associations ou fédérations régionales**, représentant **plus de 3000 associations locales, 20000 salariés et 40000 bénévoles,** intervenant sur plus de 800 communes, auprès de **plus d'un million de bénéficiaires (dont 80% de jeunes).**
Leurs actions éducatives d'utilité sociale traversent l'ensemble des sujets d'intérêt général : information, santé, culture, sport, loisirs, vacances, parentalité, citoyenneté, formation, intervention sociale, insertion, tourisme social, mobilité, logement, défense des droits, vie étudiante, sciences, solidarité, scolarité…
Nos objectifs : **animer le réseau des Mouvements de Jeunesse et d'Education Populaire** (information, réflexion, formation, concertation, coopération), consolider notre rôle d'expertise sur les questions de jeunesse (veille, analyse, recherche, partenariats, capitalisation d'expériences), **accompagner la structuration des initiatives innovantes et des expérimentations en faveur des jeunes,** représenter et promouvoir notre réseau (diffusion de nos positionnements, de nos pratiques et de nos méthodes).

NOS DEMANDES

Le message central de la mobilisation est « pas un euro de moins » pour les associations. Elles ne sont pas une variable d'ajustement budgétaire et les coupes dans les budgets dédiés à la vie associative doivent stopper. Cette demande est aussi celle d'un sursaut politique en faveur du secteur associatif, avec des actes de confiance et de reconnaissance démocratique du rôle joué par les associations.

Afin de simplifier, soutenir et sécuriser le financement des structures associatives, nous appelons l'attention des décideurs et interlocuteurs sur les priorités suivantes :

1. Maintenir les moyens financiers dédiés à la vie associative.

Nous demandons un engagement clair des autorités locales à préserver le niveau des subventions accordées aux associations, afin de garantir la continuité et la vitalité de leurs actions.

2. Simplifier et sécuriser les modalités de financement.

Il est nécessaire de sortir des logiques de mise en concurrence des associations, particulièrement dans le cadre d'activités d'intérêt général. La multiplication des appels à projets et le recours croissant aux marchés publics fragilisent le secteur, au détriment du modèle de la subvention. Les associations ont besoin de lisibilité et de stabilité : cela passe par un recours accru aux subventions de fonctionnement et aux conventions pluriannuelles d'objectifs.

3. Renforcer le dialogue et la coopération avec les élus.

Dans une démarche de co-construction et de confiance mutuelle, nous appelons à la mise en place d'instances de concertation associant associations et partenaires de l. Ces espaces partagés permettraient de contribuer à l'élaboration des politiques publiques, à l'attribution des financements et à l'évaluation de leur impact.

MOBILISATION
SAMEDI 11 OCTOBRE 2025

LE MOUVEMENT ASSOCIATIF APPELLE LES ASSOCIATIONS À SE MOBILISER LE 11 OCTOBRE

Nous sommes **20 millions de bénévoles**, **1,8 million de salariés.** Nous nous engageons dans nos associations pour permettre à **67 millions de Françaises et de Français d'accéder aux soins, au sport, à l'éducation, à la culture, aux droits.** Nous permettons au plus grand nombre de partir en vacances, nous luttons contre la précarité, contre l'isolement, nous défendons l'environnement etc. Nous sommes partout et agissons dans tous les territoires, du premier au dernier kilomètre dans toutes les sphères du quotidien. Et pourtant, nous traversons une crise sans précédent.

Rendez-vous est donné le 11 octobre prochain, partout ! Parce que ça ne tient plus !

Dans les Hauts--de-France comme partout en France, nous avons choisi de manifester à Lille le samedi 11 octobre.

Date : Samedi 11 octobre 2025
Heure : Rendez-vous à 14h - Départ à 14h30
Lieu : Lille (Départ Porte de Paris)
Point d'arrivé : Place de la république (discours, animations, initiations...)

Organisateur : Mouvement associatif des Hauts-de-France
Public attendu : associations, bénévoles, salariés, usagers, citoyens, collectivités locales
Dress code : En rouge & noir !

CONTACT :

Chargée de communication :
- Sabrina TALAOUBRID
- sabrina.talaoubrid@lmahdf.org - 06 49 53 75 14

Chargée de plaidoyer :
- Ondine CHAURIN
- ondine.chaurin@lmahdf.org - 06 51 30 65 96

TOUTES LES INFORMATIONS SUR NOTRE PAGE WEB :

Le Mouvement Associatif
\ Hauts-de-France

NOTRE RÔLE

Tête de réseau associative sur la Région Hauts-de-France, le Mouvement associatif est le porte-voix des associations en région. Il rassemble, fait connaître, défend et valorise les acteurs de la vie associative et fait reconnaître le monde associatif comme un corps intermédiaire à part entière pour un dialogue civil au service de l'intérêt général.

Le Mouvement Associatif Hauts-de-France intervient sur des sujets inter-sectoriels comme le bénévolat, l'économie, le dialogue civil, l'emploi et les questions d'accompagnement.

NOS MEMBRES

LES REPRÉSENTANTS DES SECTEURS ASSOCIATIFS

LES REPRÉSENTANTS DES TERRITOIRES